

Au Tchad, l'aide humanitaire pour les réfugiés soudanais au bord de l'effondrement



Laurent De Ruyt | 10 juillet 2026 | ARTICLES



Cet article est une traduction de « [Sudanese Refugees in Chad: A Critical Humanitarian Response on the Brink of Collapse](#) », publié le 18 mai 2026 par l'institut Egmont.



Depuis le début de la guerre civile au Soudan [il y a trois ans](#), le Tchad accueille un afflux croissant de réfugiés et de rapatriés, alors même qu'il figure parmi [les pays les plus pauvres du monde](#). En réponse à cette situation, une opération humanitaire de grande envergure, menée par plusieurs agences des Nations unies et des organisations non gouvernementales (ONG), a été mise en place afin d'apporter une aide vitale et continue à plus de [1,3 million de réfugiés et de rapatriés](#). La pérennité de cette intervention est toutefois de plus en plus incertaine, alors que son effondrement potentiel aurait de graves conséquences.

Le 15 avril 2026 a en effet marqué le troisième anniversaire du déclenchement du conflit au Soudan, une guerre civile particulièrement violente caractérisée par des atrocités généralisées et systématiques à l'encontre des populations civiles. Depuis le début, on estime à [14 millions](#) le nombre de Soudanais déplacés de force, un chiffre supérieur à la population totale de la Belgique. Comme évoqué plus haut, le [Tchad](#), pays frontalier, a accueilli plus de 1,3 million de réfugiés et de rapatriés : ce qui équivaut à toute la population de la capitale belge parcourant à pied la distance qui sépare Bruxelles de Paris pour y trouver refuge. Ces millions de personnes ont rejoint les 400 000 réfugiés qui étaient restés au Tchad depuis le [précédent conflit de 2003 au Soudan](#), l'histoire se [répétant de manière inquiétante](#) 20 ans plus tard. D'autant plus que l'Est du Tchad reste l'une des régions les plus pauvres et les plus isolées du monde, rendue inhospitalière par l'absence de services essentiels, de ressources, de structures étatiques ou de perspectives d'avenir. Les réfugiés et les rapatriés sont ainsi contraints de vivre avec le strict minimum que l'aide humanitaire peut leur offrir.

Des personnes désespérées cherchant refuge dans un pays en détresse

Les réfugiés fuyant le Darfour ont [subi des violences inimaginables](#) et de nombreuses familles arrivant au Tchad racontent régulièrement les horreurs de leur périple vers une zone plus sûre : des enfants recrutés de force comme soldats, des hommes exécutés en raison de leur appartenance ethnique, ainsi que des femmes et des filles victimes de violences sexuelles généralisées. La plupart arrivent sans aucun bien et dans des états physique et psychologique extrêmement précaires. Pourtant, la situation qu'ils rencontrent au Tchad est souvent bien loin de ce qu'ils attendaient d'un refuge.

Au moment du premier afflux de réfugiés en 2023, le Tchad se classait en effet parmi [les derniers États](#) pour l'indice de développement humain (IDH), aux côtés de pays tels que la Somalie, la République centrafricaine et le Soudan du Sud. Ce classement reflète des taux toujours bas en ce qui concerne les principaux indicateurs de développement, notamment en matière de santé, de revenus et d'éducation. L'espérance de vie, par exemple, reste d'environ 55 ans, ce qui place le Tchad parmi les pays [les plus mal classés au monde](#).

Dans ce contexte national déjà fragile, [l'Est du Tchad](#) – en particulier les provinces accueillant la plus grande population de réfugiés – présente des niveaux de privation encore plus graves. Une négligence structurelle ancienne, aggravée par un isolement géographique et des conditions climatiques difficiles, a entraîné des niveaux chroniquement bas d'investissement et de prestation de services. Même en l'absence de crises, les populations locales sont ainsi confrontées à des défis importants pour subvenir à leurs besoins fondamentaux.

En 2024, [une enquête nutritionnelle](#) menée conjointement par le gouvernement tchadien et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a mis en évidence la gravité de ces conditions. Dans la province d'Ouaddaï, qui accueille le plus grand nombre de réfugiés, la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans a atteint en moyenne 17,9 %, dépassant ainsi les seuils d'urgence. À titre de comparaison, les taux de malnutrition les plus élevés chez les enfants à Gaza en 2024 étaient estimés à environ 16,5 %. Les réfugiés arrivant du Darfour signalent fréquemment que l'accès aux services de santé et d'éducation au Tchad est nettement inférieur à celui dont ils bénéficiaient dans leurs régions d'origine, illustrant dès lors l'ampleur du sous-développement structurel du pays d'accueil.

Une intervention humanitaire d'ampleur mais complexe

En 2023, l'arrivée de réfugiés soudanais et de rapatriés tchadiens a d'abord donné lieu à la formation d'installations improvisées [le long de la frontière](#), notamment [aux abords d'Adré](#), un point de passage frontalier stratégique. En réponse, les acteurs humanitaires, en coordination avec les autorités nationales, ont lancé des opérations de relogement à grande échelle afin de créer des camps de réfugiés officiels situés plus en profondeur.

Le premier de ces sites, [Aboutengué](#), a été installé à environ 30 km de la frontière et s'est rapidement agrandi pour accueillir près de 50 000 personnes, formant de fait un camp densément peuplé et aux ressources limitées. Depuis, neuf nouveaux camps de réfugiés ont été créés, chacun accueillant entre 40 000 et 50 000 personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants. Pourtant, malgré les politiques d'asile relativement progressistes du gouvernement tchadien, l'expansion des sites officiels a été freinée par le manque de financement et la disponibilité limitée de terrains adaptés. En conséquence, les acteurs humanitaires ont de plus en plus compté sur l'extension de camps préexistants, initialement créés lors de la crise du Darfour en 2003, créant ainsi, dans certains cas, des campements à grande échelle pouvant accueillir jusqu'à 100 000 habitants.

Malgré ces efforts, on estime que près d'un tiers des réfugiés arrivés depuis 2023 n'ont [pas encore été relogés](#) dans des camps officiels. Beaucoup se sont plutôt installés sans autorisation sur des terres agricoles privées dans les zones frontalières. Ceci a généré des tensions avec les autorités locales et les communautés d'accueil, mettant dès lors en évidence l'interaction complexe entre les besoins humanitaires et les contraintes locales en matière de ressources.

La mise en place et la gestion des camps de réfugiés dans l'Est du Tchad posent d'ailleurs d'importants défis logistiques et opérationnels. Ces sites sont généralement situés dans des environnements semi-arides, loin des infrastructures existantes, ce qui nécessite la mise en place, à partir de zéro, de tous les services essentiels. Par exemple, la construction d'abris implique l'utilisation de bâches et de tôles, soutenues par des charpentes en bois acheminées depuis des régions situées à plus de 1 000 km. Un camp peut alors compter jusqu'à 12 000 abris, chacun accueillant un seul foyer, pour un coût approximatif de 500 €.

En l'absence de systèmes de santé publique opérationnels, les ONG ont mis en place [des cliniques et des centres de nutrition temporaires au sein des camps](#). Bien que ces structures fonctionnent dans des conditions très contraignantes et à un coût

élevé, elles offrent souvent des soins de meilleure qualité que ceux disponibles dans les zones rurales environnantes, ce qui entraîne une demande supplémentaire de la part des populations d'accueil.

Dans ce cadre, [l'accès à l'eau](#) constitue l'un des défis les plus critiques. L'Est du Tchad connaît un climat changeant drastiquement d'une saison à l'autre, avec des précipitations concentrées sur une brève période de deux mois et peu de sources d'eau de surface permanentes. L'accès aux nappes phréatiques nécessite donc le forage de puits profonds, dépassant souvent les 100 m, à l'aide d'équipements spécialisés. Le respect des normes humanitaires minimales – généralement 15 litres d'eau par personne et par jour – exige alors des investissements importants en infrastructures, notamment de nombreux puits alimentés au diesel, des systèmes de stockage en hauteur, de vastes réseaux de canalisations et des points de distribution.

[L'aide alimentaire](#) constitue un autre pilier de l'intervention humanitaire, représentant une part importante des coûts globaux. Les dépenses annuelles consacrées à ces actions sont estimées à près de 250 millions €. Bien que le cadre juridique tchadien autorise les réfugiés à exercer des activités économiques (beaucoup de réfugiés proviennent de zones urbaines, sont scolarisés et possèdent diverses compétences), les opportunités concrètes restent limitées, en particulier dans les camps situés dans des zones reculées. En l'absence de moyens de subsistance durables, [le Programme alimentaire mondial](#) (PAM) continue de s'appuyer sur des importations alimentaires à grande échelle et sur des réseaux de distribution complexes pour venir en aide à environ 900 000 bénéficiaires chaque mois, répartis sur plus de 30 sites. Les [interventions nécessitant des espèces sont entravées](#) par l'absence d'infrastructures bancaires et de réseaux de télécommunications permettant les transactions financières mobiles. Malgré ces défis opérationnels, les programmes d'aide alimentaire ont contribué à maintenir des [taux de malnutrition](#) relativement faibles au sein des camps par rapport aux zones d'accueil environnantes.

Mais de nombreux autres problèmes affectent les réfugiés. Les [violences sexuelles](#) constituent un crime récurrent pour les femmes et les filles dans les camps ; la [santé mentale](#) est négligée ; des conflits opposent les réfugiés aux communautés d'accueil concernant l'accès au bois de chauffage, à l'eau ou à la terre ; et garantir une [éducation](#) adéquate aux enfants réfugiés représente un défi de taille.

Un tournant décisif en 2026

La crise soudanaise a suscité une attention internationale relativement limitée par rapport à d'autres conflits majeurs, tels que ceux en Ukraine et à Gaza. Cela a entraîné des répercussions directes sur le niveau des financements humanitaires disponibles, car, même avant les récentes coupes, les ressources disponibles étaient insuffisantes pour répondre pleinement aux besoins.

La [forte baisse du financement humanitaire étatsunien](#) en 2025 a eu un impact particulièrement significatif. Au Tchad, le PAM a été [contraint de réduire](#) les rations alimentaires de 50 % début 2026, ramenant dès lors l'apport calorique quotidien à environ 850 kcal par personne – un niveau bien inférieur aux besoins minimaux consacrés. Parallèlement, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a [rencontré des difficultés](#) pour augmenter la capacité d'accueil des camps et prendre en charge les nouveaux arrivants. Les services essentiels, notamment ceux liés à la santé reproductive et à la lutte contre la violence sexiste, ont également été considérablement réduits.

Bien que l'Union européenne (UE), en tant que [deuxième donateur en importance](#), ait maintenu des niveaux relativement stables de financement humanitaire, elle n'a pas compensé la réduction des contributions américaines. En 2024, [l'aide étatsunienne](#) aux opérations humanitaires au Tchad s'élevait à environ 350 millions \$ par an. En 2026, ce chiffre était tombé à 100 millions \$, les fonds devant être acheminés par l'intermédiaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). Ce nouveau processus de financement américain a soulevé de nombreuses questions et sa pérennité comme sa fiabilité restent incertaines.

L'année 2026 marque donc un tournant décisif. En l'absence de résolution politique du conflit au Soudan et compte tenu de la détérioration des conditions dans les zones d'accueil, les populations déplacées se trouvent confrontées à des options de plus en plus restreintes. Les perspectives d'intégration locale au Tchad restent limitées et les pays voisins ([Libye](#), [République centrafricaine](#)) offrent des conditions tout aussi défavorables.

Les nouvelles tendances migratoires indiquent que certains réfugiés, en particulier les plus jeunes, entreprennent [la traversée vers l'Europe](#). Cependant, ces déplacements comportent des risques importants et ne sont pas envisageables pour de nombreux ménages particulièrement vulnérables, composés de femmes et d'enfants. Sans une augmentation substantielle et bienvenue du soutien international, l'intervention humanitaire dans l'Est du Tchad risque d'échouer totalement, avec des conséquences potentiellement considérables et déstabilisantes tant pour les populations déplacées que pour les communautés d'accueil.

Vers un renforcement du lien entre action humanitaire et développement

Pour relever ces défis, des mesures immédiates et à long terme sont nécessaires. Premièrement, le Soudan doit être à nouveau considéré comme une crise humanitaire majeure. Il convient d'augmenter de toute urgence le financement destiné aux personnes déplacées à l'intérieur du Soudan et aux réfugiés afin d'éviter l'effondrement de l'intervention actuelle et d'empêcher de nouveaux déplacements de populations soudanaises.

Deuxièmement, il faut mettre davantage l'accent sur le renforcement du lien (ou *continuum*) entre l'aide humanitaire et le développement afin d'accompagner la transition des réfugiés et des communautés d'accueil vers une résilience socio-économique durable. À la lumière des enseignements tirés de la précédente crise du Darfour, il apparaît clairement que les déplacements de population au Tchad risquent de s'inscrire dans la durée. Cela nécessite alors un changement d'approche : plutôt que de s'appuyer principalement sur des financements humanitaires pour construire, doter en personnel et entretenir des infrastructures temporaires telles que des écoles, des établissements de santé et des réseaux d'approvisionnement en eau, il convient de mobiliser des financements de développement afin d'apporter des solutions durables et à long terme, ce qui reste possible grâce à la relative stabilité de l'Est du Tchad.

De même, le PAM a besoin d'un financement adéquat et prévisible pour passer d'un modèle d'aide général, fondé sur le statut, à un système plus ciblé, fondé sur la vulnérabilité, qui donne la priorité aux plus démunis. Cette transition, qui est pour le moment embryonnaire, améliorerait à la fois l'efficacité et l'équité dans la distribution de l'aide. Les compétences, le niveau d'éducation et les capacités entrepreneuriales des réfugiés soudanais constituent un atout considérable pourtant sous-exploité. Les acteurs du développement devraient ainsi investir dans des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la formation professionnelle et le développement des petites entreprises, en ciblant à la fois les réfugiés et les communautés d'accueil. De tels investissements pourraient contribuer à transformer les camps de réfugiés en pôles locaux économiquement actifs, réduisant ainsi la dépendance à l'égard de l'aide tout en favorisant la cohésion sociale.

À terme, le renforcement de l'autonomie des réfugiés allégerait la pression sur les systèmes humanitaires, leur permettant ainsi de se recentrer sur les besoins aigus et émergents. La concrétisation de cette vision exigera un engagement politique soutenu, un financement coordonné et une harmonisation délibérée entre les stratégies humanitaires et de développement.

Crédits photo : Laurent De Ruyt.



Laurent De Ruyt

Laurent De Ruyt travaille à l'European Commission Humanitarian Office (ECHO).

Comment citer cette publication

Laurent De Ruyt, « Au Tchad, l'aide humanitaire pour les réfugiés soudanais au bord de l'effondrement », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 10 juillet 2026 [<https://lerubicon.org/au-tchad-laide-humanitaire-pour-les-refugies-soudanais-au-bord-de-leffondrement/>].